

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/248/Add.2

10 juillet 2001

(01-3443)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DE LA LÉGISLATION

Réponses de la Namibie aux questions posées par le Canada et les États-Unis

Addendum

Par une communication datée du 21 juin 2001, la Mission permanente de la Namibie a fait parvenir au Secrétariat les réponses suivantes aux questions initialement posées par le Canada et les États-Unis et distribuées respectivement sous les cotes IP/C/W/245 et 240, et aux questions complémentaires posées par les États-Unis et distribuées sous la cote IP/C/W/240/Add.1.

CANADA

1. *Quels moyens avez-vous mis en œuvre pour remplir vos obligations pour ce qui est de faire respecter les droits de propriété intellectuelle (articles 41-61 de l'Accord ADPIC)?¹*

La loi régissant le droit d'auteur en Namibie prévoit les recours ouverts à la partie dont les droits ont été violés. Le chapitre 2 de la loi *Copyright and Neighbouring Rights Protection Act* (Loi sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes) de 1994 porte sur le droit d'auteur et l'atteinte à ce droit.

L'article 30 de cette loi prévoit l'action civile pour le propriétaire du droit d'auteur en cas d'atteinte à ce droit, ainsi que les mesures de réparation possibles, à savoir l'allocation de dommages-intérêts, l'injonction, la livraison des exemplaires contrefaits ou des clichés ou plaques servant ou devant servir à la contrefaçon, etc.

Les recours susmentionnés se passent d'explications. Nous tenons cependant à souligner ce qui suit au sujet des injonctions et des dommages-intérêts:

L'injonction porte soit interdiction, soit réparation, soit ordonnance de faire ou de ne pas faire. L'injonction portant interdiction de la contrefaçon supposée est normalement le principal redressement recherché par le propriétaire du droit d'auteur. Cette injonction est appelée *prohibitory interdict*. Le droit à l'injonction ne peut être exercé que par le titulaire du droit, ou par son concessionnaire ou sous-concessionnaire exclusif. Ce redressement, qui dépend du cas d'espèce, peut être qualifié de réparation provisoire.

"Dommages-intérêts" s'entend de la réparation du tort, à laquelle a droit le propriétaire du droit d'auteur en cas d'atteinte à ce droit. Il est dédommagé de son préjudice patrimonial. Le dédommagement sera calculé en fonction de la contrefaçon.

¹ Cette réponse complète celle qui figure dans le document IP/C/W/240.

L'article 31 de la loi étend le bénéfice des recours susmentionnés au concessionnaire et au sous-concessionnaire exclusif. Il y a lieu de noter que ces derniers détiennent simultanément les mêmes droits que le propriétaire.

Notre loi autorise encore le recours à "l'ordonnance Anton Piller", à titre de mesure conservatoire au bénéfice du propriétaire du droit d'auteur. Il s'agit au premier chef d'une mesure de procédure consistant en l'ordonnance au shérif adjoint de la Haute Cour de Namibie de pénétrer dans les locaux de l'intimé (le contrefacteur) et de prendre possession et conserver sous sa garde tous les éléments de preuve se rapportant aux prétentions du requérant, en attendant l'audition de l'affaire au fond. Cette ordonnance est rendue sans que l'intimé en soit informé, et ce pour en garder le secret, du fait que l'intimé a en sa possession des éléments de preuve qu'il risque de détruire ou de dissimuler au requérant.

Un autre recours ouvert au titulaire est prévu à l'article 34 de la même loi, qui porte interdiction d'importer les exemplaires contrefaits: le propriétaire du droit d'auteur sur une œuvre publiée peut notifier au Commissaire aux douanes et contributions indirectes qu'il est le titulaire de ce droit et lui demander de traiter comme marchandise interdite toute copie de l'œuvre, pendant la période spécifiée dans l'avis. Toujours selon cet article, le propriétaire doit déposer un cautionnement auprès du commissaire en prévision de toute responsabilité civile et du paiement de tous frais auxquels ce dernier pourrait être tenu par suite de la rétention des copies de l'œuvre visée par l'avis.

D'autres recours, secondaires, à la disposition du propriétaire sont prévus dans notre *Law of Delicts* (Loi sur les délits civils); il s'agit d'actions civiles fondées sur l'atteinte illicite à la vie privée, la concurrence illicite et l'imitation frauduleuse. Ces recours ne peuvent s'exercer que devant les juridictions judiciaires de Namibie. La procédure et les mesures d'exécution sont régies par nos règles de procédure civile, définies par la loi *Magistrate's Court Act 32* (Loi n° 32 sur la justice de paix) de 1944 et les règles prises pour son application, et par la loi *High Court Act 16* (Loi n° 16 sur la Haute Cour) de 1990 et le règlement de procédure de la Haute Cour, pris sous son régime.

ÉTATS-UNIS

Questions initiales²:

27. *Veuillez décrire en détail les recours civils prévus par les lois de la Namibie pour protéger les détenteurs de droits de propriété intellectuelle, avec indication des articles applicables des lois et règlements.*

La loi régissant le droit d'auteur en Namibie prévoit les recours ouverts à la partie dont les droits ont été violés. Le chapitre 2 de la loi *Copyright and Neighbouring Rights Protection Act* (Loi sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes) de 1994 porte sur le droit d'auteur et l'atteinte à ce droit.

L'article 30 de cette loi prévoit l'action civile pour le propriétaire du droit d'auteur en cas d'atteinte à ce droit, ainsi que les mesures de réparation possibles, à savoir l'allocation de dommages-intérêts, l'injonction, la livraison des exemplaires contrefaits ou des clichés ou plaques servant ou devant servir à la contrefaçon, etc.

² Ces réponses complètent celles qui figurent dans le document IP/C/W/248/Add.1.

L'injonction porte soit interdiction, soit réparation, soit ordonnance de faire ou de ne pas faire. L'injonction portant interdiction de la contrefaçon supposée est normalement le principal redressement recherché par le propriétaire du droit d'auteur. Cette injonction est appelée *prohibitory interdict*. Le droit à l'injonction ne peut être exercé que par le titulaire du droit, ou par son concessionnaire ou sous-concessionnaire exclusif. Ce redressement, qui dépend du cas d'espèce, peut être qualifié de réparation provisoire.

"Dommages-intérêts" s'entend de la réparation du tort, à laquelle a droit le propriétaire du droit d'auteur en cas d'atteinte à ce droit. Il est dédommagé de son préjudice patrimonial. Le dédommagement sera calculé en fonction de la contrefaçon. L'article 31 de la loi étend le bénéfice des recours susmentionnés au concessionnaire et au sous-concessionnaire exclusif. Il y a lieu de noter que ces derniers détiennent simultanément les mêmes droits que le propriétaire.

Notre loi autorise encore le recours à "l'ordonnance du genre Anton Piller", à titre de mesure conservatoire au bénéfice du propriétaire du droit d'auteur. Il s'agit au premier chef d'une mesure de procédure consistant en l'ordonnance au shérif adjoint de la Haute Cour de Namibie de pénétrer dans les locaux de l'intimé (le contrefacteur) et de prendre possession et conserver sous sa garde tous les éléments de preuve se rapportant aux prétentions du requérant, en attendant l'audition de l'affaire au fond. Cette ordonnance est rendue sans que l'intimé en soit informé, et ce pour en garder le secret, du fait que l'intimé a en sa possession des éléments de preuve qu'il risque de détruire ou de dissimuler au requérant.

Un autre recours ouvert au titulaire est prévu à l'article 34 de la même loi, qui porte interdiction d'importer les exemplaires contrefaits: le propriétaire du droit d'auteur sur une œuvre publiée peut notifier au Commissaire aux douanes et contributions indirectes qu'il est le titulaire de ce droit et lui demander de traiter comme marchandise interdite toute copie de l'œuvre, pendant la période spécifiée dans l'avis. Toujours selon cet article, le propriétaire doit déposer un cautionnement auprès du commissaire en prévision de toute responsabilité civile et du paiement de tous frais auxquels ce dernier pourrait être tenu par suite de la rétention des copies de l'œuvre visée par l'avis.

D'autres recours, secondaires, à la disposition du propriétaire sont prévus dans notre *Law of Delicts* (Loi sur les délits civils); il s'agit d'actions civiles fondées sur l'atteinte illicite à la vie privée, la concurrence illicite et l'imitation frauduleuse. Ces recours ne peuvent s'exercer que devant les juridictions judiciaires de Namibie. La procédure et les mesures d'exécution sont régies par nos règles de procédure civile, définies par la loi *Magistrate's Court Act 32* (Loi n° 32 sur la justice de paix) de 1944 et les règles prises pour son application, et par la loi *High Court Act 16* (Loi n° 16 sur la Haute Cour) de 1990 et le règlement de procédure de la Haute Cour, pris sous son régime.

Par ailleurs, la loi *Patents Law* (Loi sur les brevets) prévoit en son article 65 3) les recours civils en cas d'atteinte au droit de propriété intellectuelle, avec pour mesures de redressement l'injonction, la livraison du produit contrefait ou de tout article ou produit dont le produit contrefait fait partie intégrante, et l'allocation de dommages-intérêts. L'article 70 1) prévoit le jugement déclaratif en cas de menace non fondée.

De son côté, la loi *Trademarks Law* (Loi sur les marques de commerce), article 43, prévoit indirectement la réparation par dommages-intérêts.

32. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de Namibie mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord ADPIC qui fait obligation aux États membres de prévoir des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, applicables au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de commerce ou d'atteinte au droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions des lois et règlements applicables.

Marques de commerce

- Article 70: fausse déclaration au registre, ou fabrication, production ou usage d'article contrefait - 200 dollars namibiens et 12 mois d'emprisonnement, ou l'une de ces deux peines;
- Article 71: fausse déclaration tendant à tromper un préposé au registre ou autre fonctionnaire compétent - 200 dollars namibiens et 12 mois d'emprisonnement, ou l'une de ces deux peines;
- Article 72: usage de fausse marque déposée – 100 dollars namibiens.

Droits d'auteur

Les actes suivants constituent des infractions criminelles en matière de droits d'auteur, respectivement prévues aux articles correspondants:

Article 33 1):

- fabrication en vue de la vente ou de la location,
 - vente, location, offre d'échange ou exposition en vue de la vente ou de la location, exposition commerciale publique,
 - importation en Namibie à des fins autres que l'usage personnel ou ménager,
 - distribution commerciale,
 - distribution pour toute autre fin, à une échelle telle qu'elle porte atteinte au droit d'auteur,
- de tout article dont l'intéressé sait qu'il est un article contrefait.

Article 33 2):

- le fait pour quelqu'un de faire interpréter une œuvre musicale ou littéraire en public, sachant qu'elle est toujours soumise au droit d'auteur et que cette interprétation porte atteinte à ce droit d'auteur;
- le fait pour quelqu'un de faire rediffuser ou distribuer par un service de diffusion, une émission radiophonique, sachant qu'elle est toujours soumise au droit d'auteur et que la rediffusion ou distribution par un service de diffusion porte atteinte à ce droit d'auteur;
- le fait pour quelqu'un de faire distribuer des signaux porteurs de programme, par un distributeur auquel ces signaux n'étaient pas destinés, sachant qu'ils sont toujours soumis au droit d'auteur et que cette distribution porte atteinte à ce droit d'auteur.

Peines

- Première condamnation: 12 000 dollars namibiens et trois ans d'emprisonnement, ou l'une de ces deux peines

- Récidive: 20 000 dollars namibiens et cinq ans d'emprisonnement, ou l'une de ces deux peines

Questions complémentaires:

1. À l'une de nos questions sur la protection du droit d'auteur, vous avez répondu que "la Namibie traite sur le même pied toutes les œuvres soumises au droit de propriété intellectuelle, quel qu'en soit le pays d'origine".³

L'une de nos associations industrielles nous a fait savoir que l'article 63 de votre loi sur le droit d'auteur investit le Ministre de l'information et de la radiotélédiffusion du pouvoir d'en étendre la protection, par voie d'avis, aux œuvres étrangères.

Nous avons été informés qu'à cette date, aucun avis de ce genre n'a été rendu public, ce qui fait que le Bureau du Procureur général de la Namibie hésite à poursuivre les cas de contrefaçon parce que les œuvres étrangères ne sont pas clairement protégées par les lois du pays.

Pourriez-vous nous donner des éclaircissements sur la protection accordée par vos lois au droit d'auteur sur les œuvres étrangères (et, partant, sur la façon dont un titulaire du droit d'auteur peut faire respecter ses droits sur une œuvre dans votre pays)?

[Voir en annexe l'Avis officiel d'insertion dans la Gazette officielle, ainsi que l'avis gouvernemental du Ministre des affaires étrangères, de l'information et de la radiotélédiffusion, datés l'un et l'autre du 13 juin 2001.]

2. *Nous notons que dans vos réponses aux questions posées par les États-Unis, vous n'avez pas répondu à notre demande de description détaillée des recours civils prévus par les lois de la Namibie à l'intention des détenteurs de droits de propriété intellectuelle, avec indication des lois et règlements applicables. Nous vous demandons instamment de répondre à cette question.*⁴

La loi régissant le droit d'auteur en Namibie prévoit les recours ouverts à la partie dont les droits ont été violés. Le chapitre 2 de la loi *Copyright and Neighbouring Rights Protection Act* (Loi sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes) de 1994 porte sur le droit d'auteur et l'atteinte à ce droit.

L'article 30 de cette loi prévoit l'action civile pour le propriétaire du droit d'auteur en cas d'atteinte à ce droit, ainsi que les mesures de réparation possibles, à savoir l'allocation de dommages-intérêts, l'injonction, la livraison des exemplaires contrefaits ou des clichés ou plaques servant ou devant servir à la contrefaçon, etc.

Les recours susmentionnés se passent d'explications. Nous tenons cependant à souligner ce qui suit au sujet des injonctions et des dommages-intérêts:

L'injonction porte soit interdiction, soit réparation, soit ordonnance de faire ou de ne pas faire. L'injonction portant interdiction de la contrefaçon supposée est normalement le principal redressement recherché par le propriétaire du droit d'auteur. Cette injonction est appelée *prohibitory interdict*. Le droit à l'injonction ne peut être exercé que par le titulaire du droit, ou par son

³ IP/C/W/248/Add.1, question n° 1 posée par les États-Unis.

⁴ IP/C/W/248/Add.1, réponse à la question n° 27.

concessionnaire ou sous-concessionnaire exclusif. Ce redressement, qui dépend du cas d'espèce, peut être qualifié de réparation provisoire.

"Dommages-intérêts" s'entend de la réparation du tort, à laquelle a droit le propriétaire du droit d'auteur en cas d'atteinte à ce droit. Il est dédommagé de son préjudice patrimonial. Le dédommagement sera calculé en fonction de la contrefaçon.

L'article 31 de la loi étend le bénéfice des recours susmentionnés au concessionnaire et au sous-concessionnaire exclusif. Il y a lieu de noter que ces derniers détiennent simultanément les mêmes droits que le propriétaire.

Notre loi autorise encore le recours à "l'ordonnance du genre Anton Piller", à titre de mesure conservatoire au bénéfice du propriétaire du droit d'auteur. Il s'agit au premier chef d'une mesure de procédure consistant en l'ordonnance au shérif adjoint de la Haute Cour de Namibie de pénétrer dans les locaux de l'intimé (le contrefacteur) et de prendre possession et conserver sous sa garde tous les éléments de preuve se rapportant aux prétentions du requérant, en attendant l'audition de l'affaire au fond. Cette ordonnance est rendue sans que l'intimé en soit informé, et ce pour en garder le secret, du fait que l'intimé a en sa possession des éléments de preuve qu'il risque de détruire ou de dissimuler au requérant.

Un autre recours ouvert au titulaire est prévu à l'article 34 de la même loi, qui porte interdiction d'importer les exemplaires contrefaits: le propriétaire du droit d'auteur sur une œuvre publiée peut notifier au Commissaire aux douanes et contributions indirectes qu'il est le titulaire de ce droit et lui demander de traiter comme marchandise interdite toute copie de l'œuvre, pendant la période spécifiée dans l'avis. Toujours selon cet article, le propriétaire doit déposer un cautionnement auprès du commissaire en prévision de toute responsabilité civile et du paiement de tous frais auxquels ce dernier pourrait être tenu par suite de la rétention des copies de l'œuvre visée par l'avis.

D'autres recours, secondaires, à la disposition du propriétaire sont prévus dans notre *Law of Delicts* (Loi sur les délits civils); il s'agit d'actions civiles fondées sur l'atteinte illicite à la vie privée, la concurrence illicite et l'imitation frauduleuse. Ces recours ne peuvent s'exercer que devant les juridictions judiciaires de Namibie. La procédure et les mesures d'exécution sont régies par nos règles de procédure civile, définies par la loi *Magistrate's Court Act 32* (Loi n° 32 sur la justice de paix) de 1944 et les règles prises pour son application, et par la loi *High Court Act 16* (Loi n° 16 sur la Haute Cour) de 1990 et le règlement de procédure de la Haute Cour, pris sous son régime.

3. *Nous notons que dans votre réponse à la question posée par les États-Unis sur les mesures conservatoires prévues par les lois de la Namibie à l'intention des détenteurs de droits de propriété intellectuelle, vous n'avez cité aucun texte de loi ou de règlement applicable. Nous vous demandons instamment de nous donner cette information.*

Voir notre réponse à la question complémentaire n° 2 ci-dessus.

ANNEXE

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE NAMIBIE
SERVICE GOUVERNEMENTAL

Référence N°
.....

AVIS OFFICIEL À PUBLIER

Le secrétaire permanent
Ministère de la Justice
Boîte postale 13302
WINDHOEK

Ministère des Affaires étrangères

OBJET: *Extension de la protection du droit d'auteur à l'égard des pays membres de l'Union de Berne (Loi de 1994 sur le droit d'auteur et les droits connexes)*

Veuillez recevoir l'avis officiel ci-joint, approuvé par *Affaires juridiques*

pour publication dans la Gazette officielle conformément aux instructions ci-dessous:

N.B. Marquer d'un X l'emplacement approprié :

☐ Proclamation

☐ Avis général

☐ Loi

☐ Ordonnance

☒ Avis gouvernemental

☐ Annonce

Nombre d'insertions: 1... ..

Épreuve à soumettre? *Oui*

Date de première insertion: 27-06-01... ..

Nombre d'exemplaires requis: 10

Pour plus de détails, prière de communiquer avec *T. H. Shinavena*, téléphone: 222266

Signature *[signature]*

13/06/01
Date

Réservé à la Section de la Gazette officielle

Reçu par *[signature]*

Date: 13/06/01

AVIS GOUVERNEMENTAL

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE L'INFORMATION
ET DE LA RADIOTÉLÉDIFFUSION**

N°

2001

**EXTENSION DE LA PROTECTION DU DROIT D'AUTEUR
AUX PAYS MEMBRES DE L'UNION DE BERNE
(LOI DE 1994 SUR LA PROTECTION DU DROIT
D'AUTEUR ET DES DROITS CONNEXES)**

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés par l'article 63 1) de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur et les droits connexes (Loi n° 6 de 1994), je conclus par les présentes que les dispositions de cette loi, qui sont spécifiées dans l'annexe, s'appliquent à l'égard des pays membres de l'Union de Berne (du droit d'auteur) visés à la liste jointe à l'annexe.

Le Ministre des affaires étrangères,
de l'information et de la radiotélédiffusion,

[Signature]

Windhoek, le 13 juin 2001

ANNEXE

Définitions

1. Les termes et expressions figurant dans la présente annexe s'entendent au sens de la Loi et, sauf indication contraire résultant du contexte:

"moment déterminant" s'entend:

- a) au sujet d'une œuvre non publiée, autre qu'un signal porteur de programme, du moment où cette œuvre a été réalisée ou, si la réalisation s'est étendue sur une période, d'une bonne partie de cette période;
- b) au sujet d'une œuvre publiée, de la date de la première publication;
- c) à l'égard d'un signal porteur de programme, du moment où ce signal est émis vers un satellite.

"publié" s'entend du fait de mettre à la disposition du public des exemplaires de l'œuvre en quantité suffisante pour la vente, la location, le prêt ou autre transfert de la propriété ou la possession de ces exemplaires avec le consentement du propriétaire du droit d'auteur sur l'œuvre;

"publié simultanément" s'entend du fait d'être publié dans plusieurs pays en l'espace de 30 jours;

"Loi" désigne la Loi de 1994 sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes (Loi n° 6 of 1994); et

"Union" s'entend de l'Union du droit d'auteur créée par la Convention de Berne sur la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée le 9 septembre 1886 et complétée à Paris le 4 mai 1896, révisée par la Convention de Berlin le 13 novembre 1908 et complétée à Berne le 20 mars 1914, révisée par la Convention de Rome le 2 juin 1928, par la Convention de Bruxelles le 26 juin 1948, par la Convention de Stockholm le 14 juillet 1967 et à Paris le 24 juillet 1971; et "pays membre de l'Union", de tout pays qui a adhéré, par ratification ou tout autre moyen, à l'une ou plusieurs desdites conventions et qui figure sur la liste jointe.

Extension de la protection du droit d'auteur à l'égard des pays membres de l'Union

2. Les chapitres 1 et 2 de la partie I et toutes les autres dispositions de la Loi applicables aux œuvres admissibles à la protection du droit d'auteur sous le régime de la même loi s'appliquent à l'égard de tout pays membre de l'Union figurant sur la liste jointe à la présente annexe, et

- a) à l'égard des œuvres littéraires, musicales ou artistiques, des programmes d'ordinateur, des films cinématographiques, des enregistrements sonores ou des éditions publiées pour la première fois dans ledit pays, de la même façon qu'à l'égard des œuvres littéraires, musicales ou artistiques, des programmes d'ordinateur, des films cinématographiques, des enregistrements sonores ou des éditions publiées pour la première fois en Namibie;
- b) à l'égard des personnes qui au moment déterminant sont citoyens ou sujets dudit pays, de la même façon qu'aux personnes qui au même moment sont citoyens de la Namibie;
- c) à l'égard des personnes qui au moment déterminant ont leur domicile ou résidence dans ledit pays, de la même façon qu'aux personnes qui au même moment ont leur domicile ou résidence en Namibie;
- d) à l'égard des personnes morales constituées sous le régime des lois dudit pays, de la même façon qu'aux personnes morales constituées sous le régime des lois de la Namibie;
- e) à l'égard des émissions transmises ou des signaux porteurs de programme émis vers un satellite à partir de lieux situés dans ledit pays, de la même façon qu'aux émissions transmises ou signaux porteurs de programme émis vers un satellite à partir d'un lieu situé en Namibie.

Abrogation de proclamations

3. Les proclamations n° R. 73 du 18 mars 1966 et n° R. 171 du 15 août 1966 sont abrogées.

Entrée en vigueur

4. Le présent avis est réputé être en vigueur depuis le 15 mars 1996.

LISTE

Pays membres de l'Union

A	D	Irlande
Afrique du Sud	Danemark	Islande
Albanie	Dominique	Israël
Algérie		Italie
Allemagne	E	J
Antigua-et-Barbuda	États-Unis d'Amérique	Jamaïque
Argentine	Égypte	Japon
Arménie	Équateur	Jordanie
Australie	Espagne	
Autriche	Estonie	K
Azerbaïdjan		
B	F	Kazakhstan
Bahamas	Fédération de Russie	Kenya
Bahreïn	Fidji	Kirghizistan
Bangladesh	Finlande	L
Barbade	France	
Belgique		Lesotho
Belize	G	Lettonie
Bénin	Gabon	Liban
Biélorussie	Gambie	Libéria
Bolivie	Géorgie	Libye
Bosnie-Herzégovine	Ghana	Liechtenstein
Botswana	Grande-Bretagne	Lituanie
Brésil	Grèce	Luxembourg
Bulgarie	Grenade	M
Burkina Faso	Guatemala	
C	Guinée	Macédoine
Cameroun	Guinée-Bissau	Madagascar
Canada	Guinée équatoriale	Malawi
Cap-Vert	Guyana	Malaisie
Chili		Mali
Chine	H	Malte
Chypre	Haïti	Maroc
Colombie	Honduras	Maurice
Congo	Hongrie	Mauritanie
Corée du Sud		Mexique
Costa Rica	I	Moldavie
Côte d'Ivoire	Inde	Monaco
Croatie	Indonésie	Mongolie
Cuba		

N

Nicaragua
Niger
Nigeria
Norvège
Nouvelle-Zélande

O

Oman

P

Pakistan
Panama
Paraguay
Pays-Bas
Pérou
Philippines
Pologne
Portugal

Q

Qatar

R

République centrafricaine
République démocratique
du Congo
République dominicaine
République tchèque
Roumanie
Rwanda

S

Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Siège
Saint-Vincent-et-les
Grenadines
Sainte-Lucie
Salvador
Sénégal
Singapour
Slovaquie
Slovénie
Soudan
Sri Lanka
Suède
Suisse
Suriname
Swaziland

T

Tadjikistan
Tanzanie
Tchad
Thaïlande
Togo
Trinité-et-Tobago
Tunisie
Turquie

U

Ukraine
Uruguay

V

Venezuela

Y

Yougoslavie

Z

Zambie
Zimbabwe
